

## Face aux guerres impérialistes et à la crise systémique du capitalisme, à l'offensive pour poursuivre la reconstruction du PCF !

Contribution collective : Marie-Christine Burricand (69, CN) - Michele Carbonnier (62, CN) - Esteban Evrard (62, CN) - Clara Gimenez (34, CN) - Gilles Gourlot (93, CN) - Fabienne Lefebvre (94, CN) - Jean-Pierre Meyer (83, CN) - Leila Moussavian-Huppe (33, CN) - Hervé Poly (62, CN) - Pierre-Alain Millet (69) - Gilbert Remond (69) - Laurent Santoire (91) - Stéphane Bailanger (33) - Jean-Paul Legrand (81) - Franck Marsal (33) - Danielle Trannoy (33) - Benoit Roger (62) CN- Anne Manauthon (06, CN) - Pascal Bruka (69) - Willy Pepelnjak (38, CN) - Luc Bazin (26)

Après des décennies de renoncement et, disons-le, de dérives réformistes et électoralistes, nous avons collectivement mis fin à l'effacement du Parti. En 2018, les communistes se sont massivement prononcés pour dire « stop » et se sont saisis d'un texte alternatif que nous avons proposé avec d'autres. Rappelons que quinze ans plus tôt, certains allaient jusqu'à poser la question de notre nom et à remettre en cause notre appartenance au mouvement communiste. Une trajectoire que les militants ont frontalement refusée.

S'ils ont mis fin à l'effacement, à la stratégie qui faisait du PCF une force d'appoint de la « gauche », les 38e et 39e congrès n'ont pas suffi à clarifier un projet politique de transformation des rapports sociaux pour le XXIe siècle. Le développement de la crise internationale du capitalisme à son stade impérialiste rend aujourd'hui urgente une nouvelle avancée stratégique. La marche vers la guerre mondiale impérialiste, la guerre des puissances occidentales dominantes contre la Chine, les BRICS et le « Sud global » s'accélère. Les conflits préparatoires, contre la Russie via l'Ukraine, contre l'Iran, contre le Venezuela et Cuba s'élargissent et se relient les uns aux autres. Dans de nombreux pays, l'accession au pouvoir de l'extrême droite avec un programme impérialiste anti-ouvrier se met en place étape par étape.

Il s'agit donc d'amplifier cette reconstruction et de la mener jusqu'au bout : reconstruire un Parti communiste français capable de porter un projet révolutionnaire pour notre pays, dans une configuration nationale et mondiale à la fois renouvelée et déstructurée par la crise.

Celles et ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont cru à la « fin de l'histoire » et ont, selon les mots de Domenico Losurdo, cherché à « fuir notre histoire », se sont lourdement trompés. Les bouleversements en cours dans le monde montrent que la question communiste n'a jamais disparu. Plus encore, ces bouleversements font ressurgir avec force la question du socialisme et la nécessité d'un Parti communiste capable de le porter.

Les 38e et 39e Congrès ont empêché la disparition de notre Parti. En cela, ils constituent des points d'appui pour franchir une nouvelle étape. Mais la confusion idéologique, le délitement de notre organisation – parfois jusque dans la direction nationale – sont des freins. Il devient urgent de passer à l'acte et de reconstruire notre organisation.

La période qui s'ouvre dans le monde est riche d'opportunités. Pourtant, les choses ne se feront pas d'elles-mêmes. Il y a urgence à unir et à organiser notre classe, le peuple et la nation pour leur permettre de réaliser les tâches de transformation historique. En de telles périodes, rien n'est immuable. Si la France ne regagne pas son indépendance et sa totale souveraineté – sur les marchés financiers états-unis d'abord –, si elle ne rompt pas avec un repli sur soi euro-atlantiste devenu identitaire et si elle ne renoue pas, dans la coopération, avec le développement de ses forces productives, elle verra revenir les fantômes de 1940, son assujettissement fatal. La démocratie suppose la souveraineté populaire et nationale, matrice

des coopérations. Cela nécessite de porter une réflexion sur un système de régularisation des échanges internationaux garantissant le « bien commun » et le « gagnant-gagnant ».

L'Occident impérialiste est en difficulté face à la montée en puissance industrielle, technologique et financière de la Chine et des BRICS et cherche à utiliser sa puissance militaire pour reprendre le contrôle par la force des flux essentiels d'énergie et de marchandises, quitte à imposer des coups d'État et des « changements de régime ». Le génocide à Gaza a mis au grand jour le deux poids deux mesures d'un Occident qui s'affranchit des règles qu'il entend imposer au « reste du monde », l'épée à la main. La guerre en Ukraine a montré la volonté d'expansion de l'OTAN avec la complicité active de l'Union européenne et de la France et a rappelé qu'il ne peut y avoir de progrès social sans paix. La réélection de Donald Trump, symptôme du déclin de l'hégémonie états-unienne, montre combien il est dangereux pour l'avenir de notre pays de se couper du reste du monde. La guerre commerciale et les aventures du Pentagone en sont des manifestations.

Nous voulons dépasser nos faiblesses et nos difficultés, notre Parti est aujourd'hui le seul capable de créer et de développer des organisations collectives adaptées, sans sectarisme, tournées vers l'action de masse et d'ouvrir une perspective de transformations fondamentales des rapports sociaux, et en particulier des rapports de propriété.

Il doit reprendre toute sa place pour affirmer, dans l'action, que la guerre signifie toujours la désindustrialisation et la hausse des factures pour les peuples.

Il doit rappeler que la paix – si difficile à construire lorsque l'on ne s'attaque pas aux causes profondes des conflits et à la responsabilité de l'impérialisme – demeure la condition du progrès.

La solidarité avec le désir de souveraineté réelle du « Sud global », avec les mouvements de libération nationale, la réactivation de nos liens et initiatives avec l'OLP, le travail avec les partis communistes à travers le monde doivent se poursuivre, conformément au mandat du 39e congrès, sans exclusive, dans le respect de nos différences et de nos divergences.

La solidarité active avec Cuba menacée doit s'amplifier.

Ce sont les mêmes bombes qui tombaient hier sur Caracas et qui frappent aujourd'hui Téhéran. Les mêmes qui inondent le ciel palestinien depuis bientôt trois ans. Ce sont les mêmes politiques de « changement de régime » qui sont menées partout par l'impérialisme pour obtenir des gouvernements qui lui sont favorables. Nous devons être offensifs et solidaires de ces nations qui refusent des règles qui leur sont imposées sans avoir jamais été consultées. Elles contestent des mécanismes qui leur sont parfaitement défavorables. Elles exigent que soit respectée leur souveraineté.

Si nous ne prenons pas la mesure de la bascule qui s'est opérée dans le monde, nous nous condamnons à l'échec. C'est aussi ce qui explique que nous n'ayons pas obtenu les résultats que nous pouvions espérer dans plusieurs batailles politiques, à commencer par la Palestine.

L'urgence est de décentrer notre regard. Le renforcement et l'élargissement des BRICS+, la multiplication des coopérations entre pays du Sud et l'exigence partagée d'une réforme de la gouvernance mondiale sont autant de dynamiques auxquelles nous devrions prêter une plus grande attention.

La dédollarisation – lente mais inexorable –, le développement de nouvelles routes commerciales, le refus du deux poids deux mesures et de l'unilatéralisme ne peuvent plus être ignorés, au risque de nous rendre incapables d'esquisser un projet révolutionnaire crédible pour la France.

Le déplacement du centre de gravité mondial, d'abord industriel, et la lutte pour le maintien de la domination impérialiste conditionnent notre situation nationale. Depuis longtemps déjà, la libre circulation des capitaux a privé la France des moyens indispensables pour moderniser son industrie et les règles « de concurrence libre et non faussée » des moyens de planifier son développement. La politique de Trump démultiplie sans limite les prélèvements de plus-value dans les pays vassalisés et affaiblit encore plus rapidement les capacités de notre outil industriel et agricole et le niveau de vie des masses. Cette configuration nourrit le désarroi, l'incompréhension et le sentiment de déclassement dans notre pays. Les promesses d'hier ne tiennent plus.

Ce sont les mêmes questions qui reviennent sans cesse, et auxquelles chaque militant communiste est confronté : « comment se fait-il qu'on en soit là alors que le pays est si riche ? ». « ne suffirait-il pas de récupérer un peu dans la poche des plus riches ? ». « où en sera-t-on dans dix ans ? à ce rythme là ? ». Un malaise général, qui n'est d'ailleurs pas récent dans les terres ouvrières, et qui dessine volontiers la nécessité pour notre Parti de proposer une autre société.

C'est un immense chantier. Il passe évidemment par des revendications immédiates et concrètes. Mais celles-ci ne peuvent être dissociées de notre ambition révolutionnaire et de la construction d'un socialisme pour la France. Elles doivent donc être portées non plus seulement au travers de victoires électorales (souvent illusoire), mais au travers des luttes et de l'unité de notre classe, du peuple et de la nation, car l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Ce 40e Congrès doit être celui de l'affirmation, par les communistes, de ce projet révolutionnaire et des modalités d'organisation qui en découlent. Paix, coopération entre les nations, socialisation, planification, nationalisations, reprise en main du marché. Voilà ce que nous devons proposer aux travailleurs et au peuple français.

Nous nous retrouvons pleinement dans l'idée, évoquée par notre secrétaire national, de faire de ce 40e Congrès un moment important pour réfléchir au rôle et à l'avenir de notre Parti pour les vingt prochaines années ; mais aussi aux conditions pour sortir de décennies de crise de la gauche et du mouvement social, pour reconstruire un rassemblement populaire majoritaire sortant des fractures sociales et géographiques qui divisent notre peuple.

C'est dans ce cadre que devra être posée la question de l'élection présidentielle, une étape vitale dans la reconstruction de l'influence communiste, dans le déploiement de notre programme et dans le renforcement de notre organisation. S'effacer de ce scrutin à deux reprises compte parmi les choix qui nous ont été les plus préjudiciables depuis vingt ans.

Cela suppose non seulement un candidat du Parti communiste français quelle que soit la situation, mais aussi une véritable campagne communiste. Paix et coopération entre les nations, refus du protectionnisme comme du libre-échange, taxation des profits, hausse des salaires, lutte contre l'évasion des capitaux, défense nationale et sortie de l'OTAN, développement de l'énergie nucléaire et un grand plan pour la renaissance de l'industrie française, l'organisation des travailleurs comme nouvelle classe dirigeante, seule porteuse de

l'intérêt collectif à l'époque actuelle. Autant de sujets que nous serions les seuls à porter de cette manière aujourd'hui.

Aussi, nous sommes les seuls à porter un projet aussi cohérent que le Plan Climat pour lutter contre le changement climatique et engager une planification sérieuse, qui porte à la fois le redéploiement productif et la décarbonation des usages et de la production.

Mesurons le chemin parcouru ces dernières années, mais aussi celui qui reste devant nous. Tirons lucidement le bilan de nos échecs.

Soyons à la hauteur de ce qui a fondé notre parti et des enjeux de transformation qui demeurent : celui de la lutte contre l'impérialisme, celui de la révolution sociale.

Nous devons à la fois puiser dans notre héritage et comprendre à quel point la société a évolué, à quel point les conditions ont mûri pour cette transformation sociale fondamentale, le renversement du pouvoir du capital, la transformation des rapports de propriété, l'établissement d'un ordre mondial reconnaissant à chaque nation, à chaque peuple la même souveraineté et le même droit de participer à la communauté de destin de l'humanité, tout en choisissant librement son organisation et sa culture.

Parmi les priorités fixées par nos précédents congrès, certaines ont fait l'objet d'une attention particulière et d'autres beaucoup moins. Sur la question des entreprises, le bilan de la campagne « Industrie et services publics » est plus que mitigé.

Pour nous, il ne s'agit pas de répéter « priorité à l'entreprise » comme une incantation ni de parler d'exclusivité, mais de mesurer en quoi notre stratégie passera par l'entreprise ou ne passera pas ; en quoi la remontée de notre Parti et de notre influence passera par les entreprises ou ne passera pas.

Il ne s'agit donc pas seulement de rectifier notre activité dans les entreprises. Il ne s'agit pas « d'aller vers les entreprises », mais de partir d'elles. C'est notre projet qui permet de construire le parti à l'entreprise.

Cela ne pourra se faire qu'en redéfinissant nos priorités et en prenant pleinement la mesure de la bascule du monde. C'est à cette condition que nous pourrons amplifier le chemin engagé depuis 2018.

Nous avons besoin d'un PCF offensif, à l'avant-garde du combat pour la paix et contre l'impérialisme, renouant méthodiquement avec la classe ouvrière et se restructurant à tous les échelons.

C'est un long travail. Il est déjà commencé. Ce 40e Congrès doit lui permettre de franchir un pas décisif, dont nous devons sortir unis et tournés vers l'action.